

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT
Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
ICPE n° 9600330

Arrêté du 27 MAI 2020
**modifiant les prescriptions concernant la surveillance des eaux souterraines
et des eaux superficielles au droit de l'ancienne centrale thermique EDF, site de Pélissier,
sur la commune d'Albi**

La préfète du Tarn,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,

- Vu** le titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances ;
- Vu** le Code de l'Urbanisme ;
- Vu** le décret du Président de la République du 15 janvier 2020, portant nomination de Madame Catherine FERRIER en qualité de préfète du Tarn ;
- Vu** la note du Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer d'avril 2017 relative à la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 5 décembre 1989 autorisant EDF à exploiter une centrale thermique sur le site Pélissier à ALBI ;
- Vu** le courrier du 25 septembre 2006 par lequel la Société EDF a notifié à Monsieur le Préfet du Tarn l'arrêt définitif de la centrale thermique d'Albi au 1^{er} janvier 2007 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 janvier 2011 encadrant les opérations de déconstructions des bâtiments, déterminant les mesures de mise en sécurité des installations et définissant les études à réaliser en vue de la réutilisation du site de la centrale thermique ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 mai 2012 déterminant les mesures de mise en sécurité des installations et définissant les études à réaliser en vue de la réutilisation du site de l'ancien parc à cendres exploité par EDF sur le site de la Mouline sur la commune de Cagnac-les-Mines ;
- Vu** les procès verbaux de fin de travaux des zones 1 à 4 de l'ancienne centrale thermique d'Albi réalisés par l'inspection des installations classées de la DREAL ;
- Vu** le rapport du 18 décembre 2019 de Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, relatif à la modification des prescriptions concernant la surveillance des eaux souterraines et des eaux superficielles au droit de l'ancienne centrale thermique EDF d'Albi ;

Vu l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques du Tarn lors de sa séance du 26 février 2020 ;

Considérant que les activités passées exercées sur les terrains sont à l'origine de pollutions ponctuelles ou diffuses des sols et de la nappe souterraine de nature à engendrer un impact sur la qualité des eaux souterraines ;

Considérant qu'EDF a réalisé les travaux de réhabilitation et de dépollution sur les différentes zones de la centrale conformément aux objectifs réglementaires ;

Considérant que les derniers résultats connus sur l'ensemble des terrains mettent en évidence la présence dans les sols et/ou les eaux souterraines des pollutions résiduelles dans les sols notamment en arsenic, manganèse, hydrocarbures, HAP et COV ;

Considérant que la surveillance des eaux superficielles réalisée depuis 2013 sur l'ancien parc à cendres situé au lieu-dit « la Mouline » sur la commune de Cagnac-les-Mines n'a relevé aucune dérive, ni aucun dépassement des valeurs de référence ;

Considérant qu'il est nécessaire de mettre à jour la surveillance environnementale actuellement prescrite sur site suite aux différentes études et travaux réalisés sur site ;

Considérant que le préfet peut, en application de l'article R 512-31 du code de l'environnement, fixer des prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement susvisée rend nécessaire au regard des usages considérés ;

Considérant que les dispositions figurant dans le présent arrêté sont de nature à assurer la sauvegarde des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement compte tenu des connaissances actuelles ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Tarn,

Arrête

Article 1^{er} - SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE

Les prescriptions de l'article 4 de l'arrêté du 25 janvier 2011 sont remplacées par les présentes dispositions :

4.2 - Surveillance des eaux souterraines

4.2.1 - Le réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines du site est constitué de l'ensemble des puits de contrôle suivant et figurant en annexe n° 1 du présent arrêté :

- piézomètre PZF, amont site ;
- piézomètre PZ7, aval parc à charbon ;
- piézomètre PZC, parking ;
- forage PZ1 au sud des bacs de décantation ;
- forage PZ3 près des jardins ;
- piézomètre PZ8, aval parc à cendres ;
- puits maison AMALVIT, chemin de Las Bories.

Le déplacement éventuel d'un puits de contrôle ne pourra se faire qu'avec l'accord de l'inspection des installations classées.

4.2.2 - Les nouveaux ouvrages de surveillance sont réalisés dans les règles de l'art conformément à la norme NF X31-614 de décembre 2017 et ses mises à jour. Lors de la réalisation des ouvrages, toutes les dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface.

L'exploitant doit veiller au bon entretien des ouvrages et de leurs abords. Des rondes de surveillance sont réalisées périodiquement.

4.2.3 – Des prélèvements trimestriels des eaux sont réalisés sur les paramètres suivants :

Paramètres	Périodicité
pH conductivité fluorures sulfates hydrocarbures totaux Métaux lourds : arsenic, manganèse, mercure, chrome total, plomb	Semestrielle sur tous les piézomètres, forages ou puits
HAP totaux et naphtalène	Semestrielle sur les PZF, PZ8 et PZ7
COHV	Semestrielle sur les PZF et PZC

La hauteur de la nappe est relevée lors de chaque prélèvement.

4.2.4 - Les résultats des mesures doivent être transmis à l'inspection des installations classées au plus tard un mois après leur réalisation. Ces résultats seront accompagnés de commentaires sur les causes des valeurs anormalement constatées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Les valeurs de référence doivent être notifiées sur les documents transmis.

4.2.5 – L'exploitant réalise un bilan quadriennal du retour d'expérience acquis sur la surveillance des eaux souterraines. Ce bilan est transmis à l'Inspection des Installations classées. Les résultats de ce bilan pourront aboutir à de nouvelles modalités de surveillance, après avis de l'Inspection des Installations classées.

4.2.6 - Si les résultats de mesures mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant doit qualifier la pollution d'un point de vue sanitaire compte-tenu des usages autorisés sur la ressource. Le cas échéant, il engage les études et travaux nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et réduire la pollution de la nappe.

Il doit informer le Préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

4.3 - Surveillance des eaux superficielles

L'exploitant est tenu de respecter, pour les effluents rejetés au milieu naturel, les valeurs limites et le programme de surveillance suivants :

Rejet canal général		
Paramètre	Concentration maximale	Fréquence de mesure
pH	5,5 – 8,5	semestrielle
MES	30 mg/l	
DBO5	30 mg/l	
DCO	90 mg/l	
hydrocarbures totaux	5 mg/l	
arsenic	0,1 mg/l	
manganèse	1 mg/l	
chrome total	0,1 mg/l	
plomb	0,5 mg/l	

Les résultats des mesures et analyses doivent être adressés au plus tard dans le mois qui suit leur réalisation à l'inspection des installations classées. Ils sont accompagnés, en tant que de besoin, de commentaires sur les causes de dépassement constatés ainsi que sur des actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Les valeurs limites imposées par le présent arrêté seront notifiées sur les documents transmis. L'inspecteur des installations classées peut demander que des prélèvements, des contrôles ou des analyses soient effectués par un organisme indépendant, dont le choix sera soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des dispositions du présent arrêté ; les frais occasionnés par ces interventions seront supportés par EDF.

L'exploitant réalise un bilan biennal du retour d'expérience acquis sur la surveillance des eaux superficielles. Ce bilan est transmis à l'Inspection des Installations classées. Les résultats de ce bilan pourront aboutir à de nouvelles modalités de surveillance, après avis de l'Inspection des Installations classées.

Article 2 - SURVEILLANCE DES EAUX SUPERFICIELLES AU DROIT DE L'ANCIEN PARC À CENDRES

Les prescriptions de l'article 6 de l'arrêté du 4 mai 2012 déterminant les mesures de mise en sécurité des installations et définissant les études à réaliser en vue de la réutilisation du site de l'ancien parc à cendres exploité par EDF au lieu-dit « la Mouline » sur la commune de Cagnac-les-Mines sont abrogées.

Article 3 – PUBLICITÉ

Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie d'Albi pour y être consultée par toute personne intéressée et un extrait sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Conformément à la réglementation en vigueur, cet arrêté est aussi publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et la maire d'Albi sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société EDF.

Article 5 - DÉLAIS ET VOIE DE RECOURS

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr :

1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,


2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Albi, le 27 MAI 2020

La préfète,



Catherine FERRIER

ANNEXE : Plan n°1 : Plan de localisation du réseau de surveillance des eaux souterraines

